



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :
Mme Blanche DE MATUTANO
DRHRS/SECF
Téléphone : 01.69.08.10.52
blanche.de-matutano@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Pascale HARLAUX
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.54.63
pascale.harlaux@cea.fr

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
RELATIF A LA CONCEPTION, REALISATION ET
ANIMATION DE SESSIONS DE FORMATION EN
STRATEGIES OPERATIONNELLES DE
NEGOCIATIONS COMPLEXES POUR LE CEA**

Référence projet d'accord-cadre n° B25-00582- PH

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Madame Marie-Dominique Faivre, en qualité de Directrice des ressources humaines et des relations sociales

ci-après dénommé « le CEA »,
d'une part,

et

la société, domiciliée, inscrite au Registre
du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,
d'autre part,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :


CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 8 - QUALITE	8
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES.....	8
ARTICLE 10 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	9
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	9
ARTICLE 12 - REUNIONS	10
ARTICLE 13 - RECEPTIONS.....	10
ARTICLE 14 - MONTANT.....	11
ARTICLE 15 - REVISION	12
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	12
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT	13
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 19 - PENALITES.....	13
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	15
ANNEXE 2 – MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU).....	19
ANNEXE 3 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA	20
ANNEXE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	21



ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent accord-cadre définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la conception, la réalisation et l'animation de sessions de formation en stratégies opérationnelles de négociations complexes pour le CEA.

Le présent accord-cadre est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attribué avec émission de bons de commande (ci-après dénommé « l'accord-cadre »).

1.2 Etendue des prestations

Les prestations, objet du présent accord-cadre, se déclinent sous la forme d'unités d'œuvre.

Le détail des prestations est décrit à l'article 3 *infra* ainsi que dans le cahier des charges cité ci-dessous.

1.3 Cession des droits de propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre inclut la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux créés ou utilisés par le Titulaire dans le cadre du présent accord-cadre au profit du CEA selon les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA citées *infra*, et ce afin d'exploiter les supports de formation à des fins de formation interne uniquement.

1.4 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales (DRHRS).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-00582-PH daté du 18/07/2025, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DRHRS/SECF/2024-015 du 23/07/2025,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
datée du (à compléter par le soumissionnaire)

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Spécifications techniques

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations, objet du présent accord-cadre à bons de commande, conformément aux conditions définies par le cahier des charges cité *supra*.

3.2 Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations seront rémunérées sur la base des unités d'œuvre définies à l'article « Montant » du présent accord-cadre. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande écrite du CEA sous forme de bon de commande dont le modèle figure en annexe 2.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du présent accord-cadre ;
- L'(les) unité(s) d'œuvre commandée(s) ;
- Le lieu de réalisation visé ;
- La(les) date(s) prévisionnelle(s) ;
- Le nombre de participants CEA concernés ;
- Le montant total de la session envisagée pour ledit bon de commande.

Les bons de commande seront envoyés par courriel au Titulaire au moins un (1) mois avant la date de démarrage de la session concernée.

Le CEA et le Titulaire établiront conjointement, en début d'année civile, un calendrier prévisionnel non engageant des sessions envisagées sur l'année N.

Tous les échanges ainsi que l'animation des sessions se feront en français.

3.3 Annulation de session(s)

- ✓ Annulation par le CEA

Si le CEA souhaite annuler une session, il en avertira le Titulaire avec un préavis d'au moins quinze (15) jours calendaires. Dans ce cas, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En cas d'annulation dans un délai inférieur à quinze (15) jours calendaires, le Titulaire pourra prétendre à une indemnité équivalente à 30% du montant de la session concernée.

- ✓ Annulation par le Titulaire

Toute annulation de session par le Titulaire doit se faire le plus tôt possible, et au moins quinze (15) jours calendaires avant la date prévue, sous peine de pénalités (cf. art 17 *infra*), par lettre recommandée avec avis de réception et par courriel, avec présentation de justificatifs (maladie, accident, etc.)

3.4 Etendue des prestations

Les formations sont de deux (2) types :

- Formation n°1 : « Stratégies opérationnelles de négociations complexes pour les Développeurs de Partenariats Industriels (DPI) »

- Formation n°2 : « Stratégies opérationnelles de négociations complexes pour les créateurs de Start-Up deeptech (SU) »

Le Titulaire procède à l'ingénierie de la formation en fonction des objectifs décrits dans le cahier des charges. Il établit les supports pédagogiques dédiés aux participants.

Les formations conçues feront l'objet d'une session pilote à l'issue de laquelle le Titulaire intégrera les éventuelles remarques et modifications. Ces éventuelles prestations de reprise/modification sont réputées incluses dans l'UO3 et l'UO6.

Le Titulaire est en charge de la préparation et de l'animation de la session de formation à la date définie dans le bon de commande dont il est destinataire et dans les conditions définies au cahier des charges.

De ce fait, le Titulaire s'engage à réaliser les prestations à chaque fois que le CEA en fait la demande écrite.

Le Titulaire s'engage à respecter la durée, la date et le lieu de réalisation des sessions fixées sous peine de se voir appliquer des pénalités.

3.5 Statistiques

Le Titulaire s'engage à émettre un état de la somme cumulée des bons de commande passés pendant la période de l'entrée en vigueur de l'accord à la date d'émission dudit état. Cet état est à remettre au CEA annuellement pendant toute la durée de l'accord.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation générale de moyen « renforcée »

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour réaliser la prestation qui lui est confiée au titre du présent accord-cadre. Pour cela, le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire assure l'encadrement du personnel qu'il affecte à l'exécution de la prestation.

Les obligations de moyen à la charge du Titulaire sont dites « renforcées », la charge de la preuve incombant au Titulaire.

4.1.2 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Le Titulaire souscrit expressément une obligation de résultat portant sur :

- la qualité des formations,
- la qualité des livrables placés sous sa responsabilité, ainsi que les délais de remise, tels que définis dans le présent accord-cadre à bons de commande et dans le cahier des charges cité *supra*,
- le respect des dates prévues des sessions.

4.1.3 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 **Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

4.3 **Obligations des parties concernant le traitement des données à caractère personnel**

Les clauses, objet de l'annexe intitulée « obligations relatives au traitement de données à caractère personnel » définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilisera, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence...).

Il s'engage également à la mise en œuvre des moyens et à l'atteinte des résultats définis dans son mémoire environnemental.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte à l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces de l'accord-cadre, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les

vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

7.2 Changement d'intervenant(s) décidé par le Titulaire

En cas de changement d'intervenant(s), le Titulaire s'engage à remplacer le dispositif pédagogique à compétences équivalentes et à assurer le transfert d'information nécessaire. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalente par le CEA.

En pareil cas, le Titulaire assurera une présentation de tout nouvel intervenant au CEA préalablement à l'animation d'une nouvelle session.

7.3 Lieux de réalisation de la prestation

Le lieu exact de chaque session sera indiqué au Titulaire dans le bon de commande concerné.

7.4 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

7.5 Horaires

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, et de 6h00 à 20h30 sur le site de Grenoble, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décidés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.5.1 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

7.6 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent accord-cadre.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

9.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un exemplaire sous format numérique (format .pdf et format natif).



9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du accord-cadre quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

10.1 Durée

10.1.1 Tranche ferme

La durée de la tranche ferme du présent accord cadre est fixée pour une période de 2 ans (deux) à compter de sa signature par les Parties.

10.1.2 Options de prolongation

En cas de levée des options 1 et 2, la durée du marché pourra être prolongée comme suit :

- Option 1 : prolongation de 1 an à l'issue de la tranche ferme,
- Option 2 : prolongation de 1 an à l'issue de l'option 1

10.2 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés dans le Cahier des Charges.

Le CEA informera le Titulaire des dates prévues pour chaque session de formation au moins un (1) mois à l'avance par courriel. Si le Titulaire ne peut assurer l'animation des sessions du séminaire aux dates prévues, il devra en avertir le CEA au moins trois (3) semaines à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Responsable Formation DRHRS	Mme Blanche DE MATUTANO	01.69.08.10.52	blanche.de-matutano@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxx	XXXXXX	XXXXXX

A compléter par le soumissionnaire

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois

sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - REUNIONS

12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du accord-cadre, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou par visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Réunions de cadrage

Une première réunion de cadrage sera effectuée en visioconférence, au plus tard deux semaines après la signature de l'accord-cadre. Le prestataire présentera les formateurs qu'il a retenus ainsi que l'agenda de la prestation et les modalités prévues pour co-construire la formation avec le CEA.

12.3 Réunions de suivi

Les réunions de suivi de la prestation se tiendront autant que de besoin, et lorsqu'elle a lieu, elle se déroule après une session de formation en présence du responsable technique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des prestations.

12.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.5 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 13 - RECEPTIONS

Les prestations réalisées au titre de chaque bon de commande feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA des prestations visées par ledit bon de commande et de l'ensemble des livrables concernés durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 14 - MONTANT**14.1 Montant maximum de l'accord-cadre**

Le montant maximum des prestations confiées au titre du présent accord-cadre est plafonné à la somme de **160 000 € H.T. (CENT SOIXANTE MILLE EUROS HORS TAXES)** pour la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires. Le Titulaire s'engage à alerter le CEA lorsque les consommations et le chiffre d'affaires réalisé sur cet accord atteint 70% du montant maximum.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

UNITE D'ŒUVRE	OBJET	MONTANT UNITAIRE EN € H.T.
Formation n°1 : Stratégies opérationnelles de négociations complexes pour les développeurs de Partenariats Individuels (DPI)		
Unité d'œuvre 1 (UO1)	Ingénierie pédagogique de la formation n°1,	..... € H.T.
Unité d'œuvre 2 (UO2)	Réalisation et animation d'une (1) session pilote.	..... € H.T.
Unité d'œuvre 3 (UO3)	Réalisation et animation d'une (1) session de formation	..... € H.T.
Formation n°2 : Stratégies opérationnelles de négociations complexes pour les créateurs de start-up (SU)		
Unité d'œuvre 4 (UO4)	Ingénierie pédagogique de la formation n°2,	..... € H.T.
Unité d'œuvre 5 (UO5)	Réalisation et animation d'une (1) session pilote.	..... € H.T.
Unité d'œuvre 6 (UO6)	Réalisation et animation d'une (1) session de formation	..... € H.T.

14.2 Le prix fixé ci-dessus comprend l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement en région parisienne, les frais de documentation, reproduction, correction, nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

14.3 Frais de déplacements et d'hébergement en dehors de la région parisienne

Les frais induits en cas de formation hors région parisienne seront remboursés selon les dispositions définies à l'annexe 3 du présent accord-cadre.

14.4 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de **XX 2025** (mois de remise de l'offre finale).

ARTICLE 15 - REVISION

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, au mois de (mois anniversaire de l'accord-cadre).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + (0,35 \text{ SYN}_1/\text{SYN}_0) + (0,50 \text{ ICHTrev-TS}_1/\text{ICHTrev-TS}_0)$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

SYN1 = dernière valeur connue de l'indice SYNTEC publié à la date de transmission de la proposition de révision des prix,

SYN0 = valeur de ce même indice au mois de (mois de remise de l'offre),

ICHTrev-TS1 = dernière valeur connue de l'indice du coût horaire du travail tous salariés charges sociales comprises pour les activités spécialisées, scientifiques et techniques (identifiant: 1565195) publié par l'INSEE, à la date de transmission de la proposition de révision des prix,

ICHTrev-TS0 = valeur de ce même indice au mois de (mois de remise de l'offre).

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Au cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

16.1 Conditions de facturations

Chaque bon de commande sera facturé de la façon suivante :

- ➔ 100% (CENT POUR CENT) du montant H.T. de chaque bon de commande et les taxes correspondantes à la réception sans réserve par le CEA des livrables et des prestations correspondants.
La facturation tiendra compte des conditions d'annulation de session figurant à l'article 3.3 *supra*.

16.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n° 4000XXXXXX).

16.3 Régime fiscal

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent accord-cadre et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,

- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total des dépenses effectuées au titre du présent accord-cadre.

19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution de l'accord-cadre, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable ou des statistiques	200 € HT par jour calendaire de retard
Information tardive de l'annulation d'une session par le Titulaire (entre 20 et 15 jours calendaires avant la date de début)	1 500 € HT
Information tardive de l'annulation d'une session par le Titulaire (Moins de 15 jours calendaires avant la date de début)	2 000 € HT
Ecartés liés à l'environnement	1 000 € HT par écart
Ecartés liés à la qualité	1 000 € HT par écart

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay ou de son délégataire (pour Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent accord-cadre, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur de l'accord-cadre pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur de l'accord-cadre pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent accord-cadre.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues à l'accord-cadre.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution de l'accord-cadre.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent accord-cadre respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent accord-cadre,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. **Suivi médical**

5.1 *Dispositions générales*

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

**ANNEXE 2 – MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

BON DE COMMANDE N°					
<u>Accord-cadre n°4000.....</u>			<u>Titulaire :</u>		
n° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Délais	Montant (€ HT)
Montant total : € HT					
Commentaires :					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur le bon de commande sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 3 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA

Les frais de transport et de séjour du personnel du Titulaire, en dehors de la région parisienne, lui seront remboursés sur production de pièces justificatives et sans majoration d'aucune sorte, selon les barèmes ci-après (barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2023).

1. Les frais engagés par le personnel des entreprises titulaires de marchés passés avec le CEA pour les déplacements en France, d'une durée inférieure à un mois, seront remboursés, dans la limite des plafonds ci-après définis, sur la base des frais réellement engagés et sur production des justificatifs correspondants :

	Déjeuner	Dîner	Nuitée en région parisienne	Nuitée en province
Montants plafonds toutes catégories de personnel confondues	20,20 €	22 €	130 €	110 €

Le tarif de la nuitée tient compte du petit-déjeuner.

Pour les déplacements d'une durée supérieure à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds de 20 % est appliqué sur l'ensemble des frais engagés.

2. Les indemnités kilométriques versées aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel sont les suivants :

Nombre de kilomètres parcourus	CATÉGORIE ET PUISSANCE FISCALE DES VÉHICULES				
	≤ 4 CV	5 CV	≥ 6 CV	Vélomoteurs (50 à 125 cm ³)	Motocyclettes (>125 cm ³)
	En euros TTC				
1 à 1000 kms/mois	0,32	0,35	0,37	0,08	0,12
Au-delà de 1000 kms/mois	0,15	0,17	0,18	0,08	0,12

3. Le remboursement des billets de train, d'avion ou frais de taxi ainsi que les frais de location des véhicules seront aux frais réels sur présentation de justificatifs. Il est demandé au Titulaire d'être vigilant sur les prix des billets réservés (ainsi que les jours de réservation plus élevés à certaines périodes). Etant entendu que le CEA se réserve le droit de pratiquer une réfaction sur le prix si ces derniers sont considérés comme étant élevés par rapport au coût habituel du trajet.

Le train devra être privilégié sauf si ce dernier est manifestement plus cher que l'avion.

En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, les frais seront remboursés selon le barème ci-avant (indemnités kilométriques).

ANNEXE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

1. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

2. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données ¹ :
Inscription, évaluation et envoi de documents de formation
Finalité(s) du traitement ² :
Former des salariés du CEA
Type de données à caractère personnel traitées ³ :
Adresse mail professionnelle
Catégories de personnes concernées ⁴ :
Les préventeurs des RPS, du harcèlement sexuel et els représentant de CST.
Autres précisions ou interdictions ⁵ : non

¹ Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

² Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

³ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

⁴ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

⁵ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

3. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

3.1. Le Titulaire s'engage à :

- a. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
- b. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- c. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- d. Veiller à ce que **les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- e. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- f. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
 - L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
 - L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
 - Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

3.2. *Données sensibles*

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

3.3. *Sous-traitance ultérieure*

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf. modèle en fin de clause***), et pour les activités suivantes : (**lister les activités autorisées**).

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins (préciser la durée) à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle - dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable - le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

* Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :		
Sous-traitant 1		
Nom :	.....
Adresse :	..... ..... .....
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :		
Sous-traitant 2		
Nom :	.....
Adresse :	..... ..... .....
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :		

3.4. Transferts internationaux

Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le Titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du CEA ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement européen sur la protection des données.

Le CEA convient que lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement européen sur la protection des données, le Titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement européen sur la protection des données en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679

le 4 juin 2021 dans une décision d'exécution (UE) 2021/914, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

3.5. *Droit d'information des personnes concernées*

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

3.6. *Exercice des droits des personnes*

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent accord-cadre.

3.7. *Notification des violations de données à caractère personnel*

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

3.7.1. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA*

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA :

- Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins :
 - La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

- Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère

personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

3.7.2. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire*

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

3.8. **Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	Des noms de collaborateurs, entités, clients, fournisseurs et projet réalisée par le prestataire sera validée par le CEA.
Chiffrement des données à caractère personnel	non
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	A décrire pour les données des mails des collaborateurs seront détruites après l'évaluation à froid
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	A décrire pour les données des mails des collaborateurs
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	A décrire pour les données des mails des collaborateurs

3.9. **Sort des données**

Au terme de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

3.10. **Délégué à la protection des données**



Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

3.11. *Registre des catégories d'activités de traitement*

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

3.12. *Documentation*

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4. *Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire*

Le CEA s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.